



Sheik Nahyan bin Mubarak Al Nahyan

### COOPÉRATION

# Les Emirats arabes unis prêts à investir au Congo

Le ministre d'Etat pour la Tolérance et la Coexistence des Emirats arabes unis, Sheik Nahyan bin Mubarak Al Nahyan, a exprimé le 30 janvier à Brazzaville la

disponibilité de son pays à investir en République du Congo dans les secteurs des infrastructures et des ressources naturelles. « Nous sommes disposés à tra-

vailer avec le Congo », a-t-il indiqué à la presse après un entretien avec le président de la République, Denis Sassou N'Guesso.

Page 16

### ARTISANAT

# Lydia Mikolo élue à la vice-présidence du Codepa

La ministre congolaise des Petites et moyennes entreprises et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, a été désignée par ses pairs comme vice-présidente du Comité de coordination pour le développement et la promotion de l'artisanat africain (Codepa) pour un mandat d'un

an (2023-2024). Cadre institutionnel regroupant plus de vingt pays du continent, le Codepa œuvre pour l'émergence des artisans et des entreprises artisanales en Afrique. Il a pour objectif de contribuer aux économies nationales.

Page 9



Jacqueline Lydia Mikolo élue vice-présidente du Codepa

### ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

# La BM suggère la production de nouveaux manuels au plus vite

La représentante de la Banque mondiale (BM) au Congo, Korotoumou Ouattara, a proposé au gouvernement, au cours d'une audience avec le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, la production au plus vite de nouveaux manuels scolaires. « Il faut produire à temps les supports pédagogiques afin que les élèves puissent en disposer à la prochaine rentrée scolaire. D'ici à mars, nous devons commencer l'impression », a-t-elle expliqué.

Page 5



La représentante de la Banque mondiale, au centre, sur la nécessité de produire les supports pédagogiques

### HAUSSE DES PRIX DU CARBURANT

# Des mesures pour stabiliser les coûts de transport

Depuis le 31 janvier, le prix d'un litre d'essence est passé de 595 à 625 F CFA et celui du gasoil de 475 à 500 F CFA sur l'ensemble du territoire national. Le gouvernement a pris une série de mesures visant à atténuer l'impact de la hausse des prix du carburant sur les coûts des transports en commun et des marchandises. Au nombre de ces mesures, figurent la prise en charge par l'Etat de la taxe de roulage pour tous les automobilistes et de l'autorisation de transport public, la réduction des frais de passage aux péages et la prise



Une longue file d'attente dans une station-service. DR en charge partielle de la contribution des patentes à hauteur de 50%.

Page 3

### FIFA

# Le Maroc accueille la Coupe du monde des clubs

Page 15

## ÉDITORIAL

## Archives

Le passé tumultueux du Congo a eu des incidences parfois inattendues. Les conflits sociopolitiques mais aussi les catastrophes naturelles ont en particulier occasionné la perte d'archives nationales. Bien des années plus tard, il était nécessaire sinon indispensable de reconstituer son fonds documentaire pour conserver les traces des événements qui ont jalonné son histoire.

Sans être excessif, l'on peut dire que l'histoire du Congo se confond parfois avec celle du Parti congolais du travail (PCT). Créé en 1969, neuf ans après l'indépendance du pays, il est demeuré le parti unique jusqu'à 1990.

A ce titre, le geste fait par le ministre d'Etat, directeur de cabinet du président de la République en remettant aux responsables du PCT ses archives, est d'une haute portée symbolique.

Sans nul doute, ces documents serviront de repère historique non seulement aux membres de cette formation politique, mais également à la nouvelle génération qui disposera d'un matériau pour mieux restituer les événements passés au cours des retrouvailles publiques.

Dans ces documents, on y découvre de nombreux détails qui échappent à la fugace mémoire humaine. Le secrétaire général du PCT après les avoir reçus, a eu des mots justes pour remercier le donateur et saluer son amour profond pour les archives, l'assurant de la meilleure conservation qui en sera faite.

Proche collaborateur du président du Comité central du PCT, le ministre d'Etat, directeur de cabinet du président de la République, a inscrit son acte dans le cadre du renforcement du fonds documentaire du plus actif et ancien parti de l'arène congolaise. Un geste salutaire pour la mémoire de la nation.

*Les Dépêches de Brazzaville*

## COOPÉRATION PARLEMENTAIRE

## Les Sénats congolais et égyptien veulent franchir un nouveau cap

La chambre haute du Parlement congolais et le Sénat égyptien entendent donner, dans les jours à venir, un nouveau souffle de vie à leurs relations bilatérales. L'ambassadeur d'Égypte au Congo, Khaleb Ezzat Omran, l'a souligné le 30 janvier à Brazzaville à l'issue d'un entretien avec le président de la Commission Affaires étrangères et coopération du Sénat, Gabriel Oba-Apounou.



Gabriel Oba-Apounou offrant un tableau d'art à l'ambassadeur d'Égypte au Congo/Adiac

Gabriel Oba-Apounou et son interlocuteur ont fait le point de la coopération de manière globale entre le Congo et l'Égypte, deux pays amis dont les relations bilatérales se portent à merveille, ont-ils relevé.

« Avec le président de la Commission Affaires étrangères et coopération du Sénat, nous avons débattu de la nécessité de promouvoir les relations bilatérales entre le Congo et l'Égypte dans tous les domaines de la vie. Une ambition qui s'inscrit dans la vision des chefs d'Etat des deux pays frères, lesquels entretiennent d'excellents rapports », a souligné le diplomate

égyptien, Khaleb Ezzat Omran.

Les deux personnalités ont, ensuite, évoqué la nécessité de promouvoir la coopération entre les Sénats congolais et égyptien, en vue de permettre aux parlementaires des deux chambres de travailler ensemble pour l'échange d'expériences.

« Dans nos échanges, nous avons aussi abordé la redynamisation des relations bilatérales entre les deux chambres. Cela nous permettra de renforcer nos compétences dans le cadre d'un échange d'expériences », a-t-il indiqué.

*Firmin Oyé*

**Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)**  
Site Internet : [www.brazzaville-adiac.com](http://www.brazzaville-adiac.com)

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

**Direction des rédactions :** Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

**Rédaction en chef :** Guy-Gervais Kitina,  
**Rédacteurs en chef délégués :** Roger Gombé, Christian Brice Elion  
**Grand reporter :** Nestor N'Gampoula  
**Service Société :** Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
**Service Politique :** Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
**Service Économie :** Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

**Service Afrique/Monde :** Yvette Reine Nzaba (chef de service), Rock Ngassakys  
**Service Culture et arts :** Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
**Service Sport :** James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

**LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :**

**Rédacteur en chef délégué :** Quentin Loubou Durly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

**Chef d'agence :** Victor Dosseh  
**Rédacteur en chef :** Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers. Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

**Direction de l'Agence :** Ange Pongault  
**Chef d'agence :** Nana Londole  
**Rédacteur en chef :** Jules Tambwe Itagali  
**Coordonnateur :** Alain Diasso  
**Rédaction :** Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
**Chef de service :** Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

**Chef de service PAO :** Eudes Banzouzi  
**Chef de service :** Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint

Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

**Direction :** Bénédicte de Capèle  
**Adjoint à la direction :** Christian Balende  
**Rédaction :** Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

**Direction :** Ange Pongault  
**Adjoint à la direction :** Kiobi Abira  
Bermely Ngayouli, Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Arcade Bikondi, Emeline Loubayi, Wilfrid Meyal Itoua Ossinga, Armelle Mounzeo

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

**Coordination, Relations publiques :** Mildred Moukenga  
**Chef de service publicité :** Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialo, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
**Chef de service diffusion :** Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubélé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

**Direction :** Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

**Direction :** Gérard Ebami Sala  
**Adjoint :** Elvy Bombete  
**Coordonnateur :**  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayouolo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

**Direction :** Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
**Directeur adjoint :** Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

**Responsable :** Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

**Responsable :** Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR L'INTEGRATION REGIONALE

**Direction :** Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
[www.lesdepechesdebrazzaville.com](http://www.lesdepechesdebrazzaville.com)  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél. : (+242) 06 895 06 64  
Email : [regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)

**Président :** Jean-Paul Pigasse  
**Directrice générale :** Bénédicte de Capèle  
**Secrétaire général :** Ange Pongault

## HAUSSE DES PRIX DU CARBURANT

## Une batterie de mesures pour amortir l'impact

Le gouvernement a annoncé, le 30 janvier, la réduction de la patente de 50%, la suspension du paiement de la taxe de roulage et du paiement des autorisations de transport en faveur des taxis et bus. Mais le syndicat et le Réseau des associations des consommateurs exigent un mécanisme de contrôle afin d'éviter la flambée des prix de transport et la recrudescence de « demi-terrain ».

La nouvelle disposition sur l'augmentation des prix du carburant à la pompe, entrée en vigueur depuis le 31 janvier comme l'a annoncé le gouvernement, fait passer le gazoil de 475 à 500 FCFA et le super de 595 à 625 FCFA. Les mesures prises au cours du conseil de cabinet visent à faire face à cette hausse de carburant, a commenté le ministre de la Communication et des Médias, Thierry Lézin Mougalla. La décision du gouvernement a été accueillie avec un grand soulagement par le Syndicat des employeurs du transport terrestre du Congo. Selon le président de ce syndicat, Patrick Milandou, les transporteurs ont obtenu des autorités la garantie d'un accompagnement. « En dehors de cela, certaines mesures vont être prises dans le cadre de l'applicabilité : les contrôles et tout ce qui s'en suivra et de temps en temps, nous allons



Une longue file d'attente dans une station-service/DR

revenir vers la presse pour expliquer les nouvelles mesures qui vont s'ajouter », a laissé entendre ce syndicaliste. Celui-ci a, par ailleurs, demandé à ses camarades transporteurs et aux usagers de maintenir les mêmes tarifs dans le transport en commun et le taxi, 150 FCFA pour le bus et

1000 FCFA pour le taxi. Toute tentative d'augmenter ces tarifs risque, d'après Patrick Milandou, de compromettre la mise en œuvre des avantages annoncés par le gouvernement et d'autres mesures d'accompagnement. « Il n'est pas question d'augmenter les tarifs sinon nous ne serons

pas en harmonie avec le plan de résilience et celui-ci aura de l'impact sur le panier de la ménagère », a-t-il ajouté. La crainte des usagers de transport en commun est de revivre la montée de « demi-terrain », le non-respect par les conducteurs de bus des itinéraires fixés par les

autorités en concertation avec les syndicats du secteur. Le phénomène impacte négativement le porte-monnaie des familles obligées de dépenser le double voire le triple du budget prévu pour le transport. C'est dans cette optique que le coordonnateur du Réseau des associations des consommateurs, Mermans Babounga Ngondo, a exhorté les pouvoirs publics à en assurer le suivi sur le terrain. « Nous avons bon espoir que les mesures vont s'inscrire dans la durée et que l'Etat prendra toutes les dispositions pour veiller aux caprices des transporteurs. En tant que consommateur, nous attendons le paquet des mesures complémentaires qui consolideront celles déjà annoncées pour que la lutte contre la vie chère soit une réalité vécue », a-t-il déclaré.

Fiacre Kombo

**« Il n'est pas question d'augmenter les tarifs sinon nous ne serons pas en harmonie avec le plan de résilience et celui-ci aura de l'impact sur le panier de la ménagère »**

## RENCONTRE CITOYENNE

## Le député de Kimba rassure ses mandants

Le député de la circonscription électorale unique de Kimba, Antoine Beli Bokolojoué, qui a séjourné récemment dans cette sous-préfecture du département du Pool, a échangé avec ses mandants et annoncé la mise en service sous peu du centre de santé de Mingoui.



La rencontre citoyenne a permis à l'élu d'échanger les vœux de Nouvel An avec sa base avant de dresser le bilan de l'année dernière et d'évoquer les perspectives. En effet, Antoine Beli Bokolojoué avait, dans sa gibecière, quelques présents dont des pièces d'étoffes pour les femmes de sa circonscription. Après Kimba centre, il s'est rendu à 40 km, notamment au village Mingoui, pour évaluer le niveau d'avancement des travaux du

centre de santé lancés depuis quelques mois. « Je vous rassure que les travaux du centre de santé sont suffisamment avancés. Ils seront bel et bien achevés dans les semaines à venir pour qu'à l'occasion de la Journée internationale de la femme, le 8 mars, nous l'ouvrons officiellement à la population », a annoncé le député de Kimba.

Il a, par ailleurs, attiré l'attention de la commission pour éviter des éventuels dérapages dans la

gestion et la réalisation desdits travaux. Outre cette visite des travaux, Antoine Beli Bokolojoué a ouvert le centre de santé de Kindzoua, à 18 km de Kimba centre, une structure médicale capable de répondre aux besoins vitaux des soins de santé de la population.

Notons que cette rencontre citoyenne vient après celle de remerciement organisée en novembre 2022.

Parfait Wilfried Douniama

## PREF-CÉMAC

## Le comité de pilotage appelle au rapatriement des fonds publics détenus à l'étranger

Le comité de pilotage du Programme des réformes économiques et financières de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Pref-Cémac) a recommandé, le 27 janvier à l'issue de sa 18<sup>e</sup> session tenue à Douala, au Cameroun, de favoriser le rapatriement des fonds publics détenus à l'étranger par les Etats et les entreprises publiques.

Les fonds une fois rapatriés devraient permettre, selon le comité, de contribuer à la reconstitution des réserves de change et de soutenir le financement des économies nationales qui ont été fortement secouées par les effets négatifs de la double crise économique et sanitaire.

Le comité a également recommandé la finalisation du texte communautaire sur la mise en œuvre des projets en mode partenariat public-privé avant la fin du premier trimestre de cette année et du processus d'identification des points de construction des trois autres postes-frontières avant la fin du premier semestre.

Il a été rappelé aux pays et à la commission de la Cémac la nécessité de signer la convention de gestion du compte unique du trésor et de maintenir l'appui des Etats à la Banque des Etats de l'Afrique centrale (BEAC) pour favoriser l'application intégrale et uniforme de la réglementation de change, conformément aux décisions des chefs d'Etat.

Le comité de pilotage du Pref-Cémac a encouragé les Etats membres à sensibiliser les entreprises publiques et privées afin de les inciter à se positionner sur le marché financier de la zone Cémac, à transmettre à la BEAC la liste des sociétés publiques susceptibles d'être cotées en bourse, à apurer les arriérés vis-à-vis de la Bourse de valeur mobilière de l'Afrique centrale.

« Les années 2023 et 2024 s'annoncent sous de meilleurs auspices. En attendant le rapport annuel 2022 sur la mise en œuvre du Pref-Cémac, qui sera présenté au cours de notre prochaine réunion, il me plaît de relever que l'évaluation effectuée au premier semestre 2022 fait ressortir un taux de réalisation de 41,9 % par rapport à l'ensemble des objectifs attendus en 2022 », a déclaré à l'ouverture de la réunion le président du comité de pilotage du Pref-Cémac, le ministre congolais de l'Economie et des Finances, Jean-Baptiste Ondaye.

Christian Brice Elion

## INFRASTRUCTURES

## Les Tours jumelles de Mpila opérationnelles dans quelques mois

Les travaux de construction du centre d'affaires, dit « Tours Jumelles » de Mpila, dans le 6<sup>e</sup> arrondissement Talangai, sont entrés dans la phase des finitions. L'ouvrage financé à 174 milliards FCFA pourra être livré dans six mois, ont confié les techniciens de la société chinoise Beijing construction engineering group (BCEG), adjudicataire du projet, au ministre d'Etat, ministre de l'Aménagement du territoire et des Infrastructures, Jean Jacques Bouya, le 31 janvier, lors de la visite du chantier.

Lancés le 1<sup>er</sup> juillet 2015 et démarrés officiellement le 29 mars 2016, les travaux de construction des tours jumelles de Mpila sont réalisés à ce jour à plus de 90%. Présentement, la société BCEG s'attelle sur les finitions en vue de livrer l'infrastructure d'ici quelques mois.

L'ouvrage est financé à un montant de 173.939.422.040 FCFA, dans le cadre des accords de coopération économique entre le Congo et la Chine. Les travaux ont porté sur la construction d'un centre commercial moderne de plus de 135,80 m de hauteur, composé de deux tours identiques de trente étages chacune. La première tour est réservée à un hôtel 5 étoiles, d'une capacité d'accueil de 349 chambres, dont des suites présidentielles, 105 suites ministérielles, 249 chambres standards et un



Une des salles de conférence déjà équipée/phot. Adiac

restaurant tournant de haut standing. Il y est prévu aussi des grandes salles de confé-

rence.

La seconde tour, quant à elle, est réservée exclusive-

ment aux bureaux. Il s'agit

d'un centre d'affaires où des investisseurs étrangers

pourront s'installer pour nouer des partenariats. Composées de vingt-huit ascenseurs, les tours jumelles de Mpila sont déjà équipées à plus de 90%. Pour le ministre de l'Aménagement du territoire, « la construction de cet édifice s'inscrit dans la politique du gouvernement de créer des cadres appropriés en vue d'attirer le maximum d'investisseurs ».

Le ministre d'Etat Jean Jacques Bouya était accompagné de trois de ses collègues, notamment Josué Rodrigue Nguonimba chargé de la Construction et de l'Urbanisme, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, ministre du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale ainsi que Thierry Lézin Mougalla, ministre de la Communication et des Médias.

Firmin Oyé

**« La construction de cet édifice s'inscrit dans la politique du gouvernement de créer des cadres appropriés en vue d'attirer le maximum d'investisseurs ».**

# VISITEZ LE MUSÉE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Musée du Bassin du Congo

galerie CONGO  
ARTS ET EXPRESSIONS

de LUNDI

à VENDREDI (9h-17h)

et SAMEDI (9h-13h)

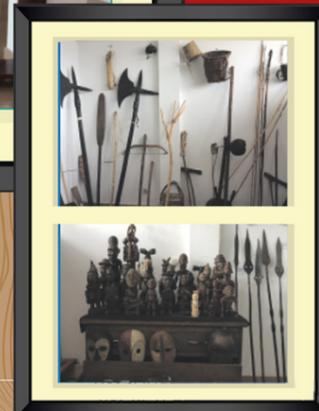
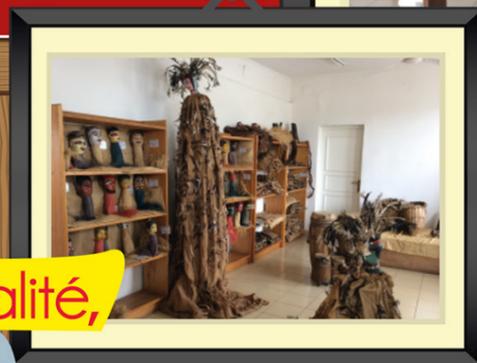
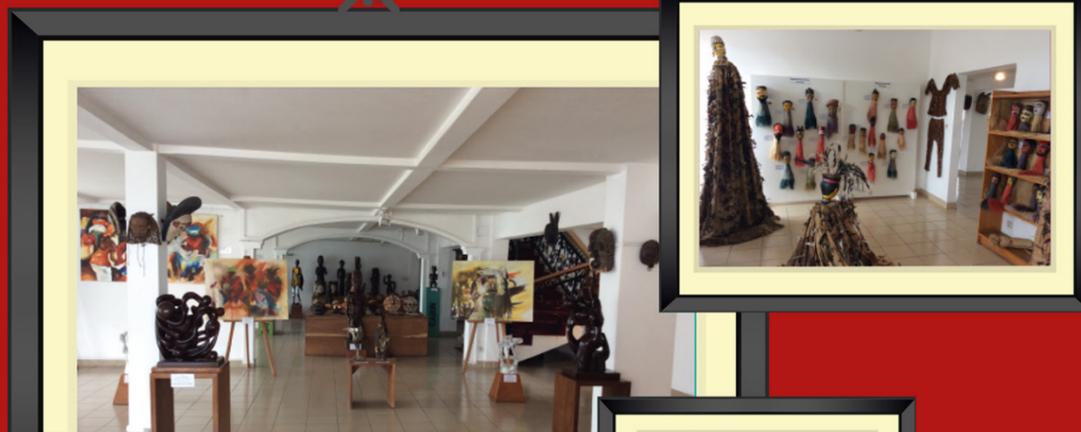
Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE



L'art dans sa **Généralité,**  
de la **Tradition**  
à la **Modernité**

Situé sur **84 Boulevard Denis Sassou Nguesso**  
immeuble les manguiers (Mpila )  
dans l'enceinte des **Dépêches de Brazzaville**

## ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

## Produire des supports pédagogiques le plus tôt possible

Le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, et la représentante de la Banque mondiale au Congo, Korotoumou Ouattara, ont échangé sur les mécanismes à mettre en place afin que les supports pédagogiques soient produits au plus tard en juin prochain.



La représentante de la Banque mondiale sur la nécessité de produire les supports pédagogiques/DR

Le projet du gouvernement d'appui à l'amélioration du système éducatif, financé par la Banque mondiale, prendra fin en juin prochain. Il se charge, entre autres, de réviser les programmes éducatifs. Au primaire pour les classes de CP1 et CP2 en mathématiques, français et sciences et au collège les classes de 6e et 5e en mathématiques, français, sciences de la vie et de la terre. Les programmes révisés sont déjà entrés en vigueur. Il reste donc à formaliser les programmes de CE1, CE2, CM1 et CM2 par la mise en conformité éditoriale avant l'impression qui ne doit pas

tarder. « Il faut donc produire à temps les supports pédagogiques afin que les élèves puissent en disposer à la rentrée scolaire prochaine. D'ici à mars, nous devons commencer l'impression », a expliqué Korotoumou Ouattara au sortir de l'entrevue avec le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation. Ainsi, les deux personnalités ont évoqué la nécessité de revoir le statut de l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques. Il est, en effet, question de donner plus de possibilités à la structure de continuer à produire

les supports pédagogiques et de bénéficier de l'appui des autres bailleurs de fonds. Appui en équipements, en compétences...

Le ministre Jean Luc Mouthou et la représentante de la Banque mondiale, Korotoumou Ouattara, ont également passé en revue les activités phares qui doivent être réalisées dans le cadre du Projet d'appui à l'amélioration du système éducatif avant juin. Le but étant d'atteindre les Objectifs du développement durable relatifs à l'amélioration du rendement scolaire au Congo.

Rominique Makaya

## EDUCATION

## De nouveaux programmes restants en essai

La Commission de curricula, chargée de la production des programmes, a présenté le 27 janvier ceux des classes du primaire et du collège en vue d'avoir l'accord du ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation pour être testés dans les salles de classe.

Les programmes éducatifs restants concernent les classes de CE1, CE2, CM1 et CM2 et les classes de 4e et 3e. Ils ont été rédigés par les différentes commissions et doivent faire l'objet de la pré-validation avant leur mise en essai dans les établissements du Congo. Par ailleurs, les commissions attendent les réactions des enseignants pour l'amélioration.

Le coordonnateur du Projet d'appui à l'amélioration du système éducatif (Praased), Calixte Kolyardo, a rappelé l'engagement du Congo à la réécriture des programmes éducatifs et guides pédagogiques ainsi que l'élaboration des cahiers d'activité sur un focus de disciplines comme le français, les mathématiques et les sciences.

Selon lui, les activités de réécriture des programmes éducatifs et guides pédagogiques des classes restantes se sont poursuivies selon la feuille de route du consultant international. Les travaux de cette feuille ont abouti à l'élaboration et à la codification de toute matrice du programme éducatif des classes restantes, d'ajustement de tous les programmes de réécriture et de guides pédagogiques.

« D'après la feuille de route établie, la session de validation technique des programmes éducatifs des classes de CE1, CE2, CM1, CM2, 4<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> témoigne leur recherche à l'amélioration, à la qualité de l'enseignement », a indiqué Calixte Kolyardo.

La directrice de cabinet du ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Régine Tchicaya Oboa, a rappelé l'engagement du département pour des réformes importantes conduisant à la réécriture des programmes éducatifs du primaire et secondaire du premier degré.

« Après la validation au niveau national des programmes des classes de CP1 et CP2 pour le primaire et 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> pour le collège et leur implantation dans les classes depuis la rentrée scolaire 2022-2023, le processus de réécriture des classes restantes se poursuit et tend vers sa fin », a-t-elle expliqué.

Les travaux présentés par chaque commission, a-t-elle ajouté, témoignent les difficultés auxquelles les groupes ont été confrontés : les situations contextualisées et proches du vécu de l'enfant. Elle a assuré que les résultats présentés sont un gage pour encourager les commissions à tester les programmes révisés dans quelques établissements scolaires.

Lydie Gisèle Oko

## INSALUBRITÉ

## Des restaurants de fortune à proximité des immondices

La triste réalité tend à se généraliser dans la ville océane et cela n'embête personne, surtout les tenanciers de ces restaurants et des clients qui y arrivent pour s'alimenter.

Un restaurant situé au bord de l'avenue du port, entre la station d'essence et le département du commerce, laisse à désirer. Se trouvant à proximité d'un tas d'immondices et d'une mare d'eau boueuse aux odeurs suffocantes, ce restaurant accueille sans gêne aucune de nombreux clients, surtout ceux qui travaillent dans des administrations se trouvant aux alentours. Ce lieu existe là depuis près d'une dizaine d'années.

Des endroits pareils sont bel et bien dans de nombreux quartiers de la ville. Et avec les pluies intermittentes qui s'abattent sur Pointe-Noire, on a bien peur que dans les mares d'eaux qui côtoient ces restaurants se multiplient des larves



Un restaurant à proximité d'une mare d'eau à Pointe-Noire/Adiac

microbiennes qui peuvent facilement infecter des clients.

Dans le même ordre d'idées, de nombreux marchés domaniaux de la ville, pour ne citer que celui de Mvou-Mvou, avec son prolongement dit marché « Mayaka », ont cessé d'être nettoyés et désinfectés. Des vendeurs se plaisent d'étaler des marchandises, notamment poissons, viandes et légumes à côté de la saleté et des clients sans être inquiétés les achètent comme tel.

Devant le laxisme des services d'hygiène, d'autres gestionnaires de ces restaurants de fortune ne vont pas aussi se préoccuper de la salubrité de leur environnement et ce sera l'atteinte à la santé publique.

La Rédaction

## POLICE

## Deux groupes de malfrats présentés à la presse

Le commandement territorial des forces de police des départements du Kouilou et de Pointe-Noire que dirige le général de police de première classe, Jean Pierre Okiba, a présenté le 31 janvier deux groupes présumés responsables de divers actes criminels au quartier Loussala Sapin KM14, dans le troisième arrondissement Tié-Tié, et de la mort du gérant de la boulangerie Africain, située dans le cinquième arrondissement, Ngoyo.

Edifiant la presse, le colonel de police Edgard Brice Sosthène Malanda, commandant territorial de la police judiciaire du Kouilou et de Pointe-Noire, a expliqué que c'est sous instruction du général de police Jean-Pierre Okiba que la police a pu mettre la main sur les deux groupes de malfaiteurs. « Composé d'une douzaine des jeunes Congolais, à savoir Effrakassa, Gazel, Moundélé, Blaise, alias général Adoua, Dediélé, Chakoul (en fuite), Duval et autres, le groupe dit américain Relax est soupçonné d'être responsable de divers actes criminels. Il a violé à la fois une femme mariée et sa fille mineure devant son époux ligoté, a effectué un vol à mains armées dans cette habitation du quartier Loussala Sapin, dans le troisième arrondissement Tié-Tié. En s'appuyant sur leurs propres aveux, cet acte est motivé par une jalousie manifesté par un membre



de ce groupe à l'égard de son voisin. C'est Effrakassa, l'un des cerveaux penseurs de cette attaque, qui a organisé les autres membres du groupe en vue de faire une irruption nocturne dans l'habitation de son voisin », a-t-il précisé.

Appréciant pour sa part le travail effectué par la police en vue de rattraper ces hors-la-loi, le chef de quartier 313,

Loussala marché Tié-Tié, qui a requis l'anonymat, a expliqué qu'il s'agit des mêmes personnes responsables de plusieurs forfaits et actes criminels dans ce quartier. « Pour mieux lutter contre ce phénomène de grand banditisme dans ce quartier, nous sollicitons la construction d'un poste de police avancé parce que le premier se situe à cinq ki-

lomètres de ces lieux où le crime s'est perpétré », a-t-il déclaré.

En plus du premier groupe, le commandement territorial des forces de police du Kouilou et de Pointe-Noire a aussi présenté un autre groupe des présumés malfaiteurs responsable de la mort de leur patron, un sujet étranger gérant de la boulangerie Africain située dans le cinquième arron-

dissement, Ngoyo. Selon le colonel de police Edgard Brice Sosthène Malanda, l'interpellation de ces présumés malfrats a été rendue possible grâce à un échange d'informations entre les commandements territoriaux des forces de police des départements du Kouilou/Pointe-Noire avec celui du département du Niari. Il a indiqué qu'après avoir commis leur forfait, certains de ces malfrats avaient précipitamment quitté Pointe-Noire pour les villes de Mossendjo et Dolisie, dans le département du Niari. « Dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 décembre dernier, ces individus armés d'armes blanches se sont permis de se transformer en employés au sein de cette boulangerie. Ils ont su ligoter leur patron et emporter avec eux la somme de 4 millions de F CFA qui se trouvait dans le coffre-fort de la boulangerie », a-t-il expliqué.

Séverin Ibara



RÉPUBLIQUE DU CONGO  
Unité · Travail · Progrès

Parc National d'Odzala-Kokoua  
Sanctuaire de Gorilles de Lossi  
Unité de Gestion  
188 bis Avenue Emile Biayenda, Centre-Ville, Brazzaville - BP 62  
Contacts: +242056153018  
pnokl@africanparks.org / www.african-parks.org

### AVIS DE PROLONGATION DU DÉLAI DE DÉPÔT DES SOUMISSIONS DE RECRUTEMENT DES FOURNISSEURS PRÉFÉRENTIELS

AMIN°003/FOKL/2022

La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi porte à la connaissance de tous les soumissionnaires et de tous ceux qui souhaitent soumissionner à l'AMI supra-cité que la date du dernier délai de dépôt des soumissions a été reportée, et ce jusqu'au 28 février 2023 à 12 heures 30 au lieu du lundi 13 décembre 2022.

La Fondation Odzala-Kokoua-Lossi remercie tous ceux qui ont déjà déposé ou envoyé leurs dossiers de soumission et encourage d'autres à se manifester en soumissionnant dans le délai aménagé.

## AGENCE D'INFORMATION D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE | LE COURRIER DE KINSHASA | LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO

L'ACTUALITÉ AU QUOTIDIEN

## ADIAAC NEWSLETTER

L'information du Congo  
et de sa région en un clic !

Identifiez-vous gratuitement pour recevoir  
la newsletter et restez informé des  
principaux faits marquants de l'actualité

Brazzaville 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
(+ 242) 05 532 01 09  
info@lesdepêchesdebrazzaville.fr

## ZLECA

## Le président ghanéen appelle à atteindre les objectifs

Le président ghanéen, Nana Addo Dankwa Akufo-Addo, a appelé à prendre de toute urgence des mesures appropriées pour réaliser les objectifs de l'initiative de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

Dankwa Akufo-Addo a lancé cet appel lors de la cérémonie de clôture du premier Dialogue sur la prospérité en Afrique, un nouvel événement annuel qui s'est terminé samedi soir au Ghana.

Il a souligné que c'était l'aspiration collective des pays africains à transformer le continent qui avait donné naissance à cette initiative de libre-échange conti-

Il a souligné qu'il y avait encore beaucoup à faire pour récolter les fruits de la Zlecaf et a appelé à des mesures audacieuses pour stimuler le commerce intra-africain.

«Les dirigeants politiques, les chefs d'entreprise et les autres acteurs stratégiques en Afrique doivent tirer parti des opportunités offertes par la Zlecaf pour

tirer pour mieux tirer profit des nouvelles technologies et de l'innovation, faire converger ses politiques commerciales, adopter de nouvelles approches pour renforcer la compétitivité technologique et commerciale, transformer les structures économiques et réformer les systèmes éducatifs pour mener à bien son programme de prospérité et de transformation économique. «*Nous devons soutenir ce grand projet avec notre zèle, notre courage et nos efforts collectifs, afin d'exploiter pleinement les avantages d'un marché unique libéralisé des biens et des services. Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer; alors unissons-nous et travaillons avec diligence au service de cette noble cause*», a exhorté Dankwa Akufo-Addo

**«Nous devons réaliser qu'il y a urgence à travailler ensemble pour garantir la sécurité économique et la prospérité de nos peuples»**

mentale, dont le but est d'apporter la sécurité économique et la prospérité à tous les Africains. «*Nous devons réaliser qu'il y a urgence à travailler ensemble pour garantir la sécurité économique et la prospérité de nos peuples*», a-t-il affirmé.

stimuler le commerce intra-africain, améliorer la capacité de production du continent et renforcer sa résilience aux chocs externes», a déclaré Dankwa Akufo-Addo.

Le président ghanéen a indiqué que l'Afrique devait inves-

## ETHIOPIE

## Restauration des transports publics dans la région du Tigré

Le gouvernement éthiopien a annoncé vendredi que les préparatifs avaient été finalisés pour restaurer les services de transports publics terrestres dans la région du Tigré, dans le nord du pays, touchée par un conflit.

Selon le ministère éthiopien des Transports et de la Logistique cité par la chaîne «*Fanta Broadcasting Corporate*» affiliée à l'Etat, des instructions ont été envoyées aux associations de transports publics pour redémarrer les transports terrestres depuis la capitale Addis-Abeba vers

la région du Tigré. Le ministère éthiopien a précisé que les services démarreraient dès que le Comité ministériel national l'aurait approuvé, ajoutant qu'il serait lancé dans des zones comme le chef-lieu de la région Mekele, Axoum et Shire, entre autres.

A la fin du mois dernier, la

compagnie aérienne Ethiopian Airlines avait déjà repris ses vols vers Mekele, le chef-lieu tenu par les rebelles de la région du Tigré.

Deuxième nation la plus peuplée d'Afrique, l'Ethiopie a connu au cours des deux dernières années un conflit dévastateur entre les troupes du gouvernement et les forces fidèles au Front de libération du peuple du Tigré qui a fait des milliers de morts.

Xinhua

## ENERGIE

## L'Europe reprendra ses importations de gaz russe

Le ministre de l'Energie du Qatar, qui a déclaré que la volatilité du marché devrait perdurer, estime que «les choses se réparent avec le temps».

Le gaz russe fera-t-il son retour un jour en Europe comme par le passé ? C'est ce que prédit le ministre de l'Energie du Qatar, pays parmi les plus grands exportateurs de cet hydrocarbure, estimant, par ailleurs, que l'actuelle volatilité du marché devrait perdurer. Les pays européens ont largement restreint leur approvisionnement en gaz russe après l'invasion de l'Ukraine par Moscou en février 2022, un conflit ayant provoqué une secousse sur le marché mondial de l'énergie. «Le gaz russe va revenir, à mon avis, en Europe « même si elle

a désormais «une diversité bien plus grande» des sources d'approvisionnement, a déclaré le ministre qatari, Saad Sherida al-Kaabi, également patron de QatarEnergy, la compagnie nationale du riche émirat gazier du Golfe.

«Les Européens disent aujourd'hui qu'il n'en est pas question « mais «les choses se réparent avec le temps», a ajouté le responsable lors d'un forum sur l'énergie à Abou Dhabi. Les exportations de gaz de Gazprom vers l'Union européenne et la Suisse ont chuté de 55% en 2022, selon ce géant russe de

l'énergie, l'Europe étant auparavant son principal marché.

En janvier, le prix de gros du gaz naturel en Europe est tombé à son plus bas niveau depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, grâce à un hiver clément qui permet d'économiser les stocks, mais les analystes mettent en garde contre l'imprévisibilité du marché. «*La situation va rester volatile un certain temps*», a également mis en garde Saad Sherida al-Kaabi, affirmant que le problème de la reconstitution de stocks se posera de nouveau l'année prochaine en Europe.

N.Nd.

## AFRIQUE

## Pékin veut une meilleure représentation dans les organes internationaux

Pour le chef de la diplomatie chinoise, Qin Gang, qui a rencontré le président de la Commission de l'Union africaine (UA), l'Afrique devrait être mieux représentée au Conseil de sécurité des Nations unies et dans d'autres organisations internationales.

«*Nous devrions renforcer la représentation et la voix des pays en développement, notamment ceux d'Afrique, au sein du Conseil de sécurité des Nations unies et d'autres organisations internationales*», a déclaré le chef de la diplomatie chinoise, lors de l'inauguration du siège du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies, financé par Pékin, à Addis Abeba, la capitale de l'Ethiopie. Qin Gang a appelé à un système de gouvernance mondiale plus juste et équitable, estimant que l'Afrique devrait être un carrefour pour la coopération internationale et pas le terrain d'une concurrence entre grandes puissances. «*Le continent africain est exclu de la gouvernance internationale, et cela est injuste*», a appuyé le président de la Commission de l'UA, Moussa Mahamat Faki. «*Depuis plusieurs décennies maintenant, nous nous battons pour une réforme du système international dans son ensemble et particulièrement au nom du Conseil de sécurité des Nations unies. L'Afrique refuse d'être considérée comme une arène des luttes d'influence*», a-t-il affirmé.

Le Conseil de sécurité des Nations unies est formé par quinze membres dont cinq permanents au droit de veto : les Etats-Unis, la Russie, la Chine, la France et la Grande-Bretagne. Dix autres pays occupent les autres sièges pour des périodes de deux ans. Le ministre chinois a effectué un déplacement d'une semaine en Afrique qui l'a mené au Gabon, en Angola, au Bénin et en Egypte. En septembre, le président américain Joe Biden déclarait que son pays soutiendrait l'attribution de sièges permanents à l'Afrique et à l'Amérique latine. Il avait également soutenu un rôle permanent de l'UA au sein du G20 et prévu une visite en Afrique subsaharienne, la première d'un président américain depuis 2015.

Noël Ndong

## L'UE va financer une formation des enseignants

Pour combler le déficit d'enseignants en Afrique subsaharienne, l'Union européenne (UE) annonce un financement de 100 millions d'euros pour leur formation. La région doit former 15 millions de nouveaux enseignants d'ici à 2030. Un défi auquel s'ajoutent des exigences de qualité.

Un enseignant sur trois est en manque de compétences requises en Afrique subsaharienne. L'UE a lancé une initiative régionale d'un financement de 100 millions d'euros couvrant tous les pays d'Afrique subsaharienne. Le programme ambitionne d'aider les pays cibles à disposer d'au moins un enseignant qualifié dans chaque salle de classe. «*L'initiative vise à augmenter le nombre d'enseignants qualifiés en faisant de l'enseignement à la fois une perspective professionnelle attrayante pour les jeunes professionnels prometteurs et une expérience d'apprentissage tout au long de la vie. Elle met l'accent sur l'acquisition et la transmission de compétences numériques et écologiques par les enseignants de l'éducation de base*», indique un communiqué de l'UE.

En Afrique subsaharienne, le besoin en personnel enseignant est pré-occupant. D'ici à 2030, elle aura besoin de 15 millions de nouveaux enseignants qualifiés pour combler son déficit. Pour renforcer son système éducatif et réaliser l'objectif de développement durable 4, l'Afrique subsaharienne doit former des enseignants dans l'urgence. En plus du déficit numérique, elle connaît un déficit de compétences. Un enseignant sur trois dans la main-d'œuvre actuelle de la région n'a pas les qualifications et la formation minimales requises, indique l'UE.

Le lancement de cette initiative a eu lieu à Pretoria, en Afrique du Sud, sous la présidence de la commissaire chargée des partenariats internationaux de l'UE, Jutta Urpilainen, en présence des ministres de l'Education de plusieurs pays dont l'Afrique du Sud, le Sénégal et le Botswana, ainsi que des organisations partenaires, notamment de l'Unesco.

N.Nd.

## CHANGEMENT DE NOM

On m'appelle Adzodie Roth Roger Dhorian, je désire désormais être appelé Yombi Beldry Rolf Préfina.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

## NECROLOGIE

La Famille  
Pongault Gilbert



a la profonde douleur de vous annoncer le décès de

Madame  
Véronique Monique Pongault  
Née Londongo.

Décès survenu  
le samedi 28 janvier 2023 à Brazzaville.  
La veillée mortuaire se tient au domicile familial  
sis au 43 rue bacongo à poto poto Brazzaville.  
Le programme des obsèques  
vous sera communiqué ultérieurement

PROGRAMME DES OBSÈQUES  
DE FIRMIN PROSPER DOUMOU

Les familles Doumou, Doumounou et Massembo informent que le programme des obsèques de leur père, oncle et grand-père, Firmin Prosper Doumou décédé, le 21 janvier 2023 en France, se présente comme suit :

**Jeudi 2 février 2023**

10h00 : levée de corps aux pompes funèbres à l'hôpital Sud francilien, RER D Direction Corbeille Essonne, arrêt Bras de fer, bus 401-402, arrêt hôpital.

11h30 : départ pour l'aéroport Roissy Charles de Gaulle.

**Vendredi 3 février**

10h00 : départ par le vol régulier d'Air France ;

18h30 : arrivée à Brazzaville et dépôt de la dépouille à la morgue municipale de Brazzaville ;

**Lundi 6 février**

Dernière veillée au domicile familial sis Case J062-V OCH Mougali III ;

**Mardi 7 février**

8h30 : levée de corps à la morgue du CHU-B ;

9h00 : recueillement au domicile familial ;

11h00 : départ pour la paroisse Sainte Anne via la Cour familial, sis n°81, rue Mbochis à PotoPoto ;

12h00 : messe de requiem ;

14h00 : départ pour le cimetière du Centre-ville ;

16h00 : retour et fin de la cérémonie.

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)



## ARTISANAT AFRICAIN

## Jacqueline Lydia Mikolo élue vice-présidente du Codepa

La ministre des Petites et moyennes entreprises (PME) et de l'Artisanat, Jacqueline Lydia Mikolo, a été désignée par ses pairs pour assurer la vice-présidence du Comité de coordination pour le développement et la promotion de l'artisanat africain (Codepa) qui regroupe plus de vingt pays du continent.

Pendant une année, de 2023 à 2024, la ministre Jacqueline Lydia Mikolo va assurer la vice-présidence du Codepa. Conformément à l'article 10 du règlement intérieur du Comité de coordination pour le développement et la promotion de l'artisanat africain, la personne qui assure la vice-présidence devient automatiquement présidente lors du mandat suivant. Cela dit, l'année prochaine la ministre Jacqueline Lydia Mikolo sera présidente de cette structure. Ainsi, Brazzaville abritera la onzième conférence des ministres en charge de l'Artisanat, membres du Codepa.

Le Codepa est un cadre institutionnel qui œuvre pour l'émergence des artisans et des entreprises artisanales de sorte qu'ils contribuent davantage aux économies nationales par une meilleure compétitivité de leurs produits et services aussi bien aux plans national, sous-régional et international en s'appuyant sur la valorisation des produits locaux.

Le Congo, pour sa part, multiplie les initiatives en vue de la valorisation



Jacqueline Lydia Mikolo élue vice-présidente du Codepa DR

des produits locaux pour la diversification de l'économie, la création de la richesse et de l'emploi. Pas plus tard que le 19 janvier dernier, le Conseil des

ministres a adopté le projet de décret portant institution de la Foire internationale de l'artisanat dont la première édition en terre congolaise avait rassem-

blé, en août 2022, environ cinq mille artisans venus de plusieurs pays d'Afrique. Cette foire est une vitrine de l'artisanat congolais et sous-régional qui met en

exergue la créativité, l'originalité et le savoir-faire des artisans ainsi que des acteurs évoluant dans le domaine artisanal aux niveaux national et international.

Il y a aussi les projets de décret portant institution de la Semaine nationale de l'artisanat qui permet, entre autres, de mettre en exergue de nombreuses opportunités de carrières à saisir dans l'artisanat ; du « Salon des métiers du bois ». Le travail du bois et de fabrication d'articles en bois en tant que branche ainsi que « le sciage et rabotage de bois, fabrication d'articles en bois » en tant que corps de métiers occupent une place de choix dans le secteur de l'artisanat.

Autant dire que dans la promotion de l'artisanat, le Congo va apporter son expérience au sein du Codepa dont la ministre Jacqueline Lydia Mikolo assure la vice-présidence tout en profitant des expériences des autres pays membres pour faire avancer la cause de l'artisanat dans le continent car c'est un levier de diversification de l'économie.

**Rominique Makaya**

## Loi de finances 2023

Hôtel Radisson Blu,  
Brazzaville centre-ville

Invitation

Vendredi 03 février 2023  
de 09H00 à 13H00

Réunion d'information et d'échanges sur :

- Les principales modifications de la loi de finances 2023
- Les principales dispositions de la nouvelle convention fiscale CEMAC

Vendredi 3 février 2023  
à 9h Hôtel Radisson Blu à Brazzaville

\*Frais : HT 50.000 FCFA et Gratis pour les Abonnés EY (2 participants)

Inscription : [erika.diatouika@cg.ey.com](mailto:erika.diatouika@cg.ey.com)



**Ernst & Young Congo**  
Brazzaville  
Immeuble siège Ecobank 5<sup>e</sup> étage  
Avenue Amilcar Cabral  
Tél. 242 06 666 66 61 / 05 530 03 50

**FFA juridique et Fiscal**  
Pointe-Noire  
Immeuble MSF 5<sup>e</sup> étage  
Rond-point Antonelli  
Tél. 242 06 665 58 58 / 05 530 16 22

# VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI  
à VENDREDI (9h-17h)  
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES

PEINTURES

CÉRAMIQUES

MUSIQUE

## Musée du Bassin du Congo



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition  
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville  
République du Congo.

## ÉVÉNEMENT

## Kinshasa accueille le Saint-Père

Le gouvernement a mis les bouchées doubles pour que tout soit prêt ce 31 janvier en termes de dispositif d'accueil, car les travaux sur le terrain ont atteint leur vitesse de croisière.



Le Pape François reçu au Palais de la nation par le président Félix Tshisekedi

Aux fins de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux, le chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi, a effectué le 28 janvier la ronde des différents sites retenus afin de s'assurer des bonnes conditions d'accueil du Saint-Père. C'est au Palais de la nation qu'il a clôturé son itinérance qui a débuté par l'aérodrome de Ndolo où une messe sera dite puis le Stade des Martyrs, cadre choisi pour une rencontre avec les jeunes. Après une petite ronde des installations et une brève restitution par le protocole du déroulé de l'accueil, l'Autorité suprême a clairement affiché un sentiment de satisfaction. Le moins que l'on puisse dire à la lumière de cette visite d'ins-

pection est que tous les sites ciblés sont prêts à accueillir le pape François. Une réalité, du reste, confirmée par le cordonnateur technique de l'agence E-Proxy, Jésus Noël Cheke, qui appelle à une mobilisation générale des Kinois pour réserver un accueil délectant au souverain pontife. «*Le gouvernement a mis tous les moyens sur instruction du président de la République pour que tout se passe dans les meilleures conditions*», a-t-il indiqué à la presse. Outre les conditions d'accès aux sites minutieusement étudiées pour éviter tout désagrément, les exigences sanitaires ont également été prises en compte. Toilettes, points

d'eau, dispensaires mobiles, ambulances, points de ravitaillement, etc., aucun détail n'a été escamoté. «*L'accès est libre. Que tout le monde puisse venir* », a martelé Jésus Noël cheke qui s'attend à une grande affluence à la grande messe que va officier le Saint-Père à Ndolo où les portes seront ouvertes la veille dès 8h 00.

À noter que cela faisait trente-huit ans que Kinshasa n'avait plus reçu un souverain pontife depuis la visite de Jean-Paul II, en août 1985. À moins d'un an de la présidentielle et en pleine crise dans l'est du pays, cette visite du pape François n'en est que plus attendue.

Alain Diasso

## CONGO-VATICAN

## Le pape François envoie un message à Denis Sassou N'Guesso

En survolant le 31 janvier le territoire de la République du Congo à bord d'un Airbus A359 en provenance de Rome en Italie pour Kinshasa en République démocratique du Congo, le pape François a adressé un message au chef de l'Etat congolais Denis Sassou N'Guesso.

«*Votre excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso, président de la République du Congo, Brazzaville. En survolant votre pays, pour mon voyage apostolique en République démocratique du Congo, j'adresse mes meilleurs vœux à votre excellence et à vos concitoyens. Je prie pour la paix et la prospérité de tous* », a déclaré le Saint-Père en anglais.

La Rédaction

## PRÉSERVATION DES FORÊTS TROPICALES

## Les chefs d'Etat et de gouvernement attendus au Gabon

Du 1<sup>er</sup> au 3 mars prochain, la ville capitale du Gabon, Libreville, abritera un sommet de haut niveau des chefs d'État et de gouvernement portant sur la préservation des forêts tropicales, intitulé «*One forest summit*».

La réunion stratégique connaîtra aussi la participation active des scientifiques, des représentants des organisations non gouvernementales de défense de l'environnement et des institutions financières sans oublier les responsables des entreprises. Elle fait suite à un engagement commun pris par les présidents français, Emmanuel Macron, et gabonais, Ali Bongo, notamment lors de la COP27 qui s'est tenue au mois de novembre dernier, en Égypte.

L'objectif principal de la rencontre est de remobiliser l'attention politique autour de la sauvegarde de ces forêts menacées par la déforestation et la surexploitation ainsi que de relancer la coopération Nord-Sud sur la question de préservation des forêts.

«*L'accent doit être mis sur les forêts du Bassin du Congo avec comme ambition d'arriver à de nouveaux*

*engagements et des avancées concrètes. Ceci, pour conjuguer préservation et exploitation des forêts et de s'assurer que les bénéfiques engrangés de ces forêts profitent à la population locale* », soulignent les organisateurs. Ils ajoutent qu'il est temps d'améliorer les connaissances et la coopération scientifique, d'accroître l'accès aux financements internationaux et trouver de nouvelles idées pour financer la préservation des forêts. Sur cette question sensible de financements, les pays du Nord, qui sont ceux qui polluent le plus, ont intérêt à faire preuve de créativité pour regagner la confiance des pays du Sud qui disposent encore de vastes étendues naturelles qui captent de grandes quantités de CO<sub>2</sub> atmosphérique.

«*Depuis des années, des aides financières sont promises lors des*

*COP sur le changement climatique, mais elles ne sont pas tenues* », déplorent les organisateurs.

## Biodiversité et protection du climat

Selon eux, la particularité de cette réunion sera de combiner protection du climat et biodiversité. Car, les deux concepts sont souvent abordés séparément, alors qu'ils sont intimement liés.

«*Ce sont les deux sujets qui sont étroitement liés et qui ont des interactions entre eux. D'autant plus que, quand on restaure un écosystème, on restaure non seulement la biodiversité, mais on a aussi des effets positifs sur le climat. Et, quand le climat se dégrade, il dégrade aussi les écosystèmes et la biodiversité qu'ils abritent* », concluent les organisateurs.

Rock Ngassakys

## MALI

## La Bundeswehr vers un retrait anticipé

Selon une interview du ministre allemand de la Défense, à paraître dans la «*Süddeutsche Zeitung*» du 1<sup>er</sup> février, le gouvernement allemand envisagerait de retirer ses troupes du Mali avant mai 2024.

Le nouveau ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius, entend se rendre dans les prochaines semaines au Mali, afin de visiter les troupes de la Bundeswehr stationnées dans le pays. Il a annoncé son voyage au Mali lors d'une visite au centre de commandement des opérations extérieures de l'armée allemande, à Potsdam. Le Bundestag, le Parlement national allemand, doit se prononcer en mai sur une éventuelle dernière prolongation du mandat de son armée dans le pays.

Mais dans une interview à paraître ce 1<sup>er</sup> février dans la «*Süddeutsche Zeitung*», le ministre allemand de la Défense déclare : «*Rester au Mali jusqu'en mai 2024 n'est absolument pas pertinent dans les conditions actuelles*». Berlin envisagerait donc un retrait de ses troupes stationnées au Mali. La Bundeswehr y participe aux missions de la Minusma et de l'EUTM.

En novembre dernier, le gouvernement allemand avait annoncé que ce retrait s'opérerait d'ici à mai 2024, à condition que le gouvernement malien autorise les survols, par des drones, du territoire.

Noël Ndong

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## Le ministre invite son personnel à la cohésion

Le ministre d'Etat, de l'Aménagement du territoire, Me Guy Loando Mboyo, a présidé le 30 janvier la toute première séance de travail de l'année avec les structures placées sous sa tutelle, à savoir le secrétariat général, le Fonds national d'aménagement du territoire, l'Agence nationale d'aménagement du territoire, l'Observatoire national d'aménagement du territoire et la Cellule d'appui technique à la réforme de l'aménagement du territoire. Dans une vision participative et pour avoir plus d'informations sur le fonctionnement de chacune des structures sous sa tutelle, Guy Loando Mboyo a accordé une oreille attentive à tous les responsables des services relevant de son ministère. Ces derniers ont dressé le bilan



Le ministre d'Etat Guy Loando Mboyo

de l'exercice 2022 et projeté les perspectives à court et moyen termes pour l'année en cours. En toute modestie, Me Guy Loando Mboyo a reconnu que le bilan est relativement positif. C'est ainsi qu'il a remercié tout le personnel de son département avant de l'appeler à plus de cohésion et d'engagement. « Le défi est énorme. Beaucoup reste à faire car chacun de vous sait à quel niveau nous avons trouvé ce ministère. Il faut multiplier les efforts et cela est possible s'il y a la cohésion et une franche collaboration entre les différents services... », a-t-il insisté. Le ministre d'Etat a enfin demandé aux responsables de chaque structure d'élaborer déjà leur feuille de route avec priorisation des activités.

Blandine Lusimana

## ACCÈS À L'ÉLECTRICITÉ

## La Corap plaide pour des solutions décentralisées

Notant que le pays est dans le noir et qu'il était donc temps de résoudre le problème de sa pauvreté énergétique, la Coalition des organisations de la société civile pour le suivi des réformes et de l'action publique (Corap) relève le besoin imminent d'accroître l'accès de la population à l'énergie, notamment en priorisant des projets à faible coût d'investissement, mais à fort impact.

Réagissant au rapport de la 79e réunion du Conseil des ministres du 2 décembre 2022, la Corap se réjouit du fait que le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, a constaté que le pays est dans le noir, après des réalités vécues lors de ses tournées d'itinérance dans les provinces. Cette plateforme a rappelé, dans sa première déclaration de l'année sur la problématique d'accès à l'électricité en République démocratique du Congo (RDC) publiée le 30 janvier, que le manque de l'électricité freine l'élan de développement socio-économique de la société, comme l'a affirmé le chef de l'Etat lors du Conseil des ministres du 20 janvier.

Mais, pour la Corap, cette carence ne devra pas être vue uniquement sous l'angle des intérêts des entreprises minières qui se plaignent de l'insuffisance de l'électricité. « La dimension accès des ménages demeure aussi très préoccupante et prioritaire sur l'ensemble du pays et précisément dans les provinces où il n'y a pas des activités extractives capables de créer des opportunités pour attirer les investissements », a souligné ce regroupement.

Dans cette optique, la plateforme reste très attentive sur l'application de trois recommandations que le chef de l'Etat a adressées au ministre en charge des Ressources hydrauliques et Electricité, en collaboration avec le directeur général de la Société nationale d'électricité (Snél), à présenter au premier Conseil des ministres de février. Il s'agit, selon la Corap, d'un rapport sur les investissements privés et publics réalisés les dix dernières années et l'impact qu'ils ont eu sur l'offre d'électricité sur le marché national ; de l'utilisation des fonds privés reçus par la Snél dans le cadre de contrat de fourniture d'électricité, ainsi que d'un programme d'urgence permettant, en dehors du Programme de développement local des 145 territoires, de réduire progressivement le gap entre l'offre et la demande sur le marché congolais d'électricité.

S'agissant du dernier point, la Corap exhorte le gouver-



Une manifestation organisée par la Corap et ses partenaires DR

nement à tenir compte des exigences formulées dans la vision des communautés locales et la société civile pour le développement du secteur de l'énergie en RDC. « Il est temps de faire de l'accès pour tous à l'énergie par des solutions

décentralisées et durables une réalité », estime la Corap, priorisant dans ce programme des projets à faible coût d'investissement mais à fort impact pour accroître l'accès de la population à l'énergie dont les études ont été validées.

Ici, cette plateforme a cité le cas du projet Kinshasa Solar City, le projet de construction de la centrale d'hydrolienne à Kinsuka, le projet Katende, le projet Kakobola, etc. Ce regroupement, notant qu'il était donc temps de résoudre le problème de la pauvreté énergétique en RDC, a également appelé le gouvernement congolais à s'impliquer pour la réhabilitation des centrales abandonnées comme Zongo 1, Karawa au Nord-Ubangi, la Tshopo, etc.

Lucien Dianzenza

**« Il est temps de faire de l'accès pour tous à l'énergie par des solutions décentralisées et durables une réalité »**

## INDICE DE PERCEPTION DE LA CORRUPTION

## La RDC toujours parmi les vingt derniers pays au monde

La Ligue congolaise contre la corruption (Licoco) a indiqué que Transparency international vient de publier, le 31 janvier, le rapport de l'indice de perception de la corruption pour l'année 2022. Selon cette étude, la corruption reste à la base des multiples crises dans le monde et affecte la sécurité de plusieurs nations. Elle regrette que le niveau de la corruption dans le pays malgré les efforts fournis par le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi.

« Au niveau mondial, le score moyen est de 55% . La corruption demeure toujours un terrain propice aux violations des droits humains et l'affaiblissement de la démocratie. Au niveau régional, l'Afrique subsaharienne obtient un score de 32% avec une régression de 1% par rapport à l'année 2021 », a souligné la Licoco, s'appuyant sur le rapport de Transparency international. Ceci démontre, selon elle, que les dirigeants africains ne fournissent pas beaucoup d'efforts pour éradiquer ce fléau qui met la région en difficulté et freine son développement.

Ce rapport, selon cette ligue, révèle également que la République démocratique du Congo (RDC) se compte parmi les cinq pays les moins pacifiques au monde. Il la place également parmi les vingt derniers pays les plus corrompus au monde avec un score de 20%.

Pour la Licoco, le président Félix Tshisekedi a montré, depuis son arrivée au pouvoir, son engagement politique à lutter contre la corruption et à atteindre des niveaux plus élevés d'intégrité, de transparence et de redevabilité, notamment par la création de certaines structures dont la Coordination pour le changement de mentalité, l'Agence de prévention et de lutte contre la corruption ainsi que le renforcement de l'Inspection générale des finances et la réhabilitation de la Cour des comptes.

Mais, fait observer cette ligue, malgré ces efforts, aucune amélioration significative ne se fait sentir. « Il y a plus d'une décennie que la RDC ne par-



Le coordonnateur de la Licoco, Ernest Mpararo/DR

**« La corruption est devenue non seulement systémique mais aussi institutionnelle, structurelle et organisationnelle du fait que sa fréquence constitue toute une culture acquise par la majorité de citoyens au sein de la communauté congolaise. Elle met en danger la démocratie, la sécurité et le développement de la RDC »**

vient toujours pas à faire face aux problèmes sécuritaires dans sa partie Est à cause de la corruption profondément ancrée, qui facilite l'activisme des groupes armés, le banditisme, la toxicomanie, les tracasseries administratives, militaires, policières et judiciaires, etc. », a souligné cette organisation dans son communiqué du 31 janvier. Elle a indiqué que la plupart de Congolais interrogés estiment que le non-respect de l'indépendance du pouvoir judiciaire et l'inapplicabilité des lois anti-corruption tant nationales qu'internationales par les acteurs politiques empêchent la justice de lutter efficacement contre l'impunité de ce fléau, d'une part, et ceux qui sont censés jouer un rôle dans l'éradication de la corruption y sont eux-mêmes impliqués, de l'autre.

La Licoco regrette, en outre, que la corruption continue de ronger tous les secteurs de la vie nationale. « La corruption est devenue non seulement systémique mais aussi institutionnelle, structurelle et organisationnelle du fait que sa fréquence constitue toute une culture acquise par la majorité de citoyens au sein de la communauté congolaise. Elle met en danger la démocratie, la sécurité et le développement de la RDC », a souligné cette structure. Elle prévient que le pays ne peut se développer qu'avec l'implication de tous les acteurs politiques, toutes tendances confondues, dans la lutte contre l'impunité et la corruption.

Lucien Dianzenza

## SITUATION SÉCURITAIRE DANS LE MASISI

## Félix Tshisekedi rassure la population de Kitchanga et des environs

La situation reste toujours tendue à Kitchanga et ses environs, dans le territoire de Masisi, à plus de 80 Kilomètres au Sud-Ouest de la ville de Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu.

La prise de Kitchanga le 26 janvier par les rebelles du M23 soutenus par le Rwanda a créé une psychose parmi les habitants dont certains ont trouvé refuge à la base de la Monusco, d'autres ayant gagné des territoires environnants craignant pour leur vie.

Le chef de l'Etat, Félix-Antoine

Tshisekedi Tshilombo, qui suit de près l'évolution de la situation sur le terrain, y est revenu avec emphase au cours de la 84e réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée le 27 janvier par visioconférence. Dans ses propos précédant sa traditionnelle communication au Conseil, il s'est voulu rassurant,

rapporte le compte rendu ayant sanctionné cette réunion.

Nonobstant cette situation sécuritaire préoccupante à Kitchanga sur fond d'affrontements armés principalement sur l'axe Masisi-Kitchanga, le président Félix Tshisekedi a assuré que « toutes les mesures sont prises pour barrer la route aux aventures du Rwanda et du mouvement terroriste M23 ». La population congolaise en général et particulièrement celle du

Nord-Kivu a de bonnes raisons de croire en la détermination du chef de l'Etat à rétablir les équilibres rompus. En témoigne la réunion de sécurité qu'il avait présidée autour de cette question dans la perspective d'une résolution définitive de la crise. Le président de la République a, par ailleurs, interpellé la communauté internationale eu égard aux conséquences que génère cette situation désastreuse.

Alain Diasso

FOOTBALL

# Mercato

## Bradley Locko de retour en Bretagne

Formé à Lorient, le latéral gauche du Stade de Reims fait son retour en Bretagne. En effet, Bradley Locko est prêté au Stade Brestois jusqu'en juin prochain.

Après un début de saison complet (titulaire lors des 13 premières journées) avant de perdre sa place et de voir son temps de jeu fondre.

Le gaucher de 20 ans devra s'imposer à un poste sur lequel sont en concurrence les axiaux Duverne (7 apparitions) et Brassier (9 matches) et le latéral Kenny Lala (3 matches).

Le prêt est assorti d'une option d'achat applicable en cas de maintien du club breton, actuel 16<sup>e</sup> de Ligue 1.

## Han-Noah Massengo à la relance à l'AJ Auxerre



Bradley Locko, ici à la lutte avec le Parisien Sarabia, va finir la saison à Brest (AFP)

Dans l'impasse à Bristol, où il a refusé de prolonger son contrat, l'ancien Monégasque va finir la saison à l'AJ Auxerre.

Le milieu relayeur de 21 ans

ne portera plus le maillot des Rouges-Gorges de Bristol.

Cantonné au banc de touche depuis qu'il avait refusé de prolonger son contrat, qui



Massengo portera le numéro 80 dans l'Yonne (AJA)

touche à sa fin en juin prochain, Massengo ne jouait plus depuis le 10 octobre.

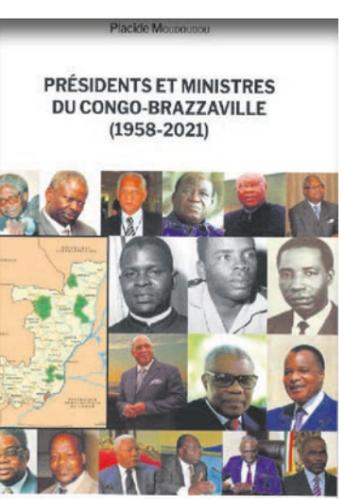
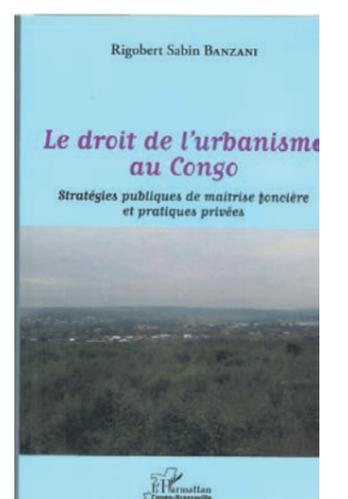
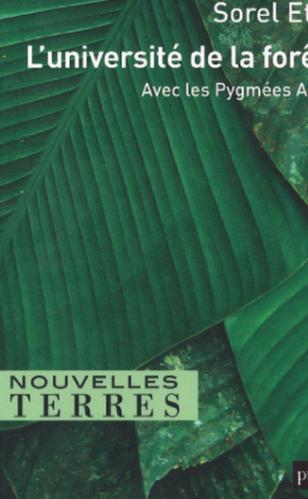
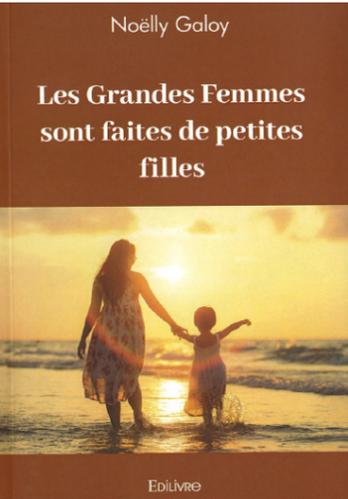
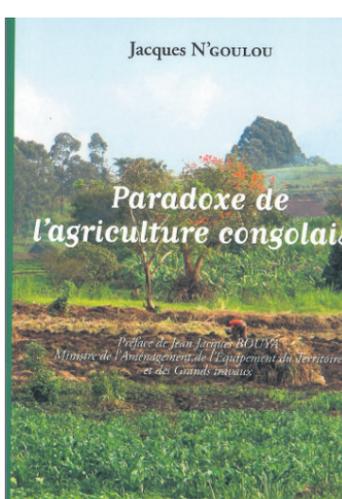
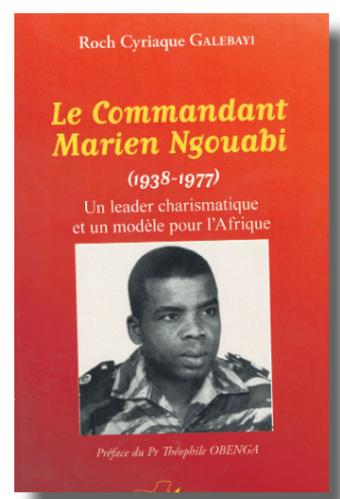
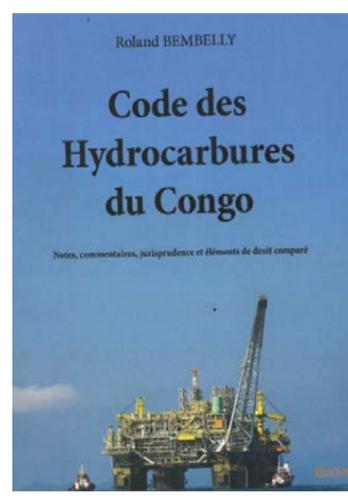
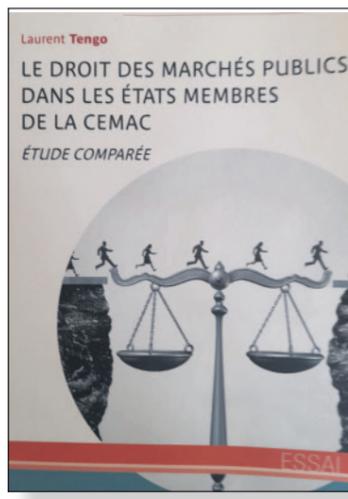
C'est finalement à Auxerre qu'il va terminer l'exercice en cours, Dans l'Yonne, le

Franco-Congolais devra aider le promu à se maintenir dans l'élite. Il devrait ensuite être libre de s'engager où il voudra.

Camille Delourme



# EN VENTE



## FIFA

# Le Maroc accueille la Coupe du monde des clubs

Lancée en 2000, la compétition organisée par la Fédération internationale de football association (Fifa) pour attribuer le trophée de « vainqueur de la Coupe du monde des clubs » est à sa 19<sup>e</sup> édition cette année.

Les équipes championnes des six confédérations continentales de football ainsi que le champion du pays hôte ont rendez-vous du 1<sup>er</sup> au 11 février à Rabat et Tanger, au Maroc, pour disputer la Coupe du monde des clubs de la Fifa. Au total, sept clubs tenteront de donner le meilleur d'eux-mêmes pour gagner et aussi prolonger le plaisir des amoureux du sport roi quelques semaines seulement après la Coupe du monde Qatar 2022 marquée par la victoire de l'Argentine et la meilleure performance d'une équipe africaine à travers la quatrième place occupée par les Lions de l'Atlas.

En ouverture, ce 1<sup>er</sup> février, Al Ahly (Egypte) sera face à Auckland City (Nouvelle Zélande) à Tanger. Le Wydad Casablanca (Maroc) recevra Al Hilal (Arabie saoudite) le 4 février, avant l'entrée en lice en fin de journée des Seattle Sounders (Etats-Unis) avec un adversaire désigné à l'issue des premières combinaisons. Même chose pour la suite avec les Brésiliens de Flamengo, le 7 février, et les Espagnols du Real Madrid, le 8 février. Les matches de la troisième place et la finale se joueront le 11 février.

Viser plus loin

Candidat à l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations



Le Wydad Athletic de Casablanca et Al Ahly du Caire représenteront l'Afrique à cette compétition/DR

(CAN) 2025, après la décision de la Confédération africaine de football d'en retirer le privilège à la Guinée non prête, le Maroc a du poids aux côtés d'autres concurrents non des moindres que sont l'Afrique du Sud, l'Algérie, la Zambie et le duo Nigeria-Bénin. Tous ces pays ont une belle histoire avec le football et voudraient en donner le meilleur témoignage en accueillant les ambassadeurs africains de la prestigieuse coupe dans deux ans.

La Fédération royale marocaine de football croit en ses chances de convaincre les décideurs qui se prononceront en dernier res-

sort, le 10 février. Qui des pays cités plus haut fera des envieux ? La réponse ne saura tarder. Rabat plaide sa capacité à se projeter vers l'avenir et à jouer dans les grandes cours. La CAN passée à vingt-quatre équipes depuis 2019 en Egypte contre seize auparavant et le Maroc se dit prêt à relever le défi.

Le pays a postulé à l'organisation de la Coupe du monde Fifa 2026 qui réunira quarante-huit sélections, le seul candidat du continent face à la triple candidature américaine gagnante Etats-Unis-Canada-Mexique. L'opportunité d'abriter cet événement en 2010 lui a échappé au

profit de l'Afrique du Sud, mais il ne semble pas découragé malgré des tentatives infructueuses.

En plus de posséder des infrastructures sportives aux normes (1), de ne pas souffrir de problèmes d'accueil, la prestation de son Onze national à Qatar 2022 lui sert d'atout, au moins pour la CAN dans deux ans. Une reconnaissance unanime de ce parcours exceptionnel est une valeur ajoutée qui vaudrait au Maroc d'être « rétribué » au mérite, espère-t-on.

En attendant, les villes de Rabat et Tanger retenues pour les matches de la Coupe des clubs de la Fifa (2) ont à cœur d'offrir à

leurs hôtes et à leurs habitants la même expression de chaleur que le ballon rond donné en compétition et après lequel courent les stars, les staffs, les pays et les cœurs à le secret.

**Gankama N'Siah**

(1) Stades et places : Casablanca (67 000) ; Rabat (65 000) ; Marrakech (45 000) ; Fès (45 000) ; Tanger (45 000) ; Agadir (45 000).

(2) En dix-huit éditions, le Real Madrid est le plus titré de la compétition avec quatre sacres suivi du FC Barcelone trois et du Bayern Munich deux. Récompense : la Fifa offrira au vainqueur 5 millions de dollars, 4 millions de dollars au finaliste et 1 million de dollars à chaque club pour sa participation.

## REMERCIEMENTS



Adolphe Mouanda, les enfants Bazolo, Judith Makoundou (Mu Juda), Sébastien Miasanda et Boniface Bakala remercient du fond du cœur tous les parents, amis, connaissances ainsi que les membres de l'église Chandelier d'Or pour l'assistance, du soutien et de la présence réconfortante dont ils ont fait montre lors de la disparition de leur mère, soeur, tante et fille Marianne Koutala, le 15 janvier 2023 à Nkayi.

## NÉCROLOGIE



Parfait Wilfried Douniama, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, et Mme Henriette Essama Bora ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, notamment les ressortissants des villages Essiala et Edzounou, le décès de leur sœur et fille, Olga Sylvie Akirizo, survenu le mardi 24 janvier 2023 au CHU de Brazzaville, des suites d'une longue maladie.

Le deuil se tient au domicile de la défunte, sis 159 rue Okoyo, à Petit-chose, dans le sixième arrondissement de Brazzaville, Talangaï. La date des obsèques sera communiquée ultérieurement.



## ABONNEZ VOUS GRATUITEMENT

[www.adiac-congo.com/content/newsletter](http://www.adiac-congo.com/content/newsletter)



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ LE QR CODE

## COOPÉRATION

## Les Emirats arabes unis disposés à investir au Congo

Le ministre d'Etat pour la Tolérance et la Coexistence des Emirats arabes unis, Sheik Nahyan bin Mubarak Al Nahyan, a exprimé le 30 janvier à Brazzaville la disponibilité de son pays à investir en République du Congo.



Sheik Nahyan bin Mubarak Al Nahyan

« Nous sommes disposés à travailler avec le Congo », a indiqué à la presse Sheik Nahyan bin Mubarak Al Nahyan, après une audience avec le président de la République, Denis Sassou N'Gusso. Les deux personnalités ont échangé sur les sujets d'intérêt commun entre le Congo et les Emirats arabes unis ainsi que sur l'actualité internationale.

« Nous avons évoqué la nécessité de

travailler ensemble pour construire des ponts entre nos peuples pour un bénéfice commun. Le président nous a partagé sa vision du monde. Nous avons aussi parlé des ressources minières dont regorge l'Afrique qui pourraient la faire prospérer », a expliqué Sheik Nahyan bin Mubarak Al Nahyan.

Selon lui, les Emirats arabes unis entendent accroître leurs investissements dans les secteurs des infrastructures et des ressources naturelles.

Par ailleurs, le chef de l'Etat congolais s'est entretenu avec le président du comité d'intégration économique en Afrique du G20 sur les potentialités économiques du continent africain.

La Rédaction

**« Nous avons évoqué la nécessité de travailler ensemble pour construire des ponts entre nos peuples pour un bénéfice commun. Le président nous a partagé sa vision du monde. Nous avons aussi parlé des ressources minières dont regorge l'Afrique qui pourraient la faire prospérer »**

## VERNISSAGE

## Dossou Makawu expose au Pefaco

Vingt-deux tableaux de l'artiste peintre Dossou Makawu sont en exposition dans le hall de Pefaco hôtel Maya-Maya, depuis la soirée du 26 janvier dernier.

La cérémonie de vernissage de l'exposition d'art contemporain de l'artiste Dossou Makawu s'est déroulée en présence de la conseillère spéciale du président de la République, cheffe du département Communication et Médias, Claudia Sassou N'Gusso; de la directrice générale du mémorial Pierre-Savorgnan-de-Brazza, Béline Ayessa et du directeur général de Pefaco hôtel Maya-Maya, Alexandre Becher, venus tous encourager l'artiste et soutenir les œuvres d'art.

Après le mot introductif du directeur Alexandre Becher, Laurent Petit, parrain de l'artiste peintre, a pris la parole pour parler de l'importance de l'art et dresser le portrait sur l'art de Dossou Makawu. Pour lui, l'art c'est l'expression de la culture; l'art de Dossou c'est l'art qui parle, son coup de pinceau est exceptionnel. Quand l'art voyage, a-t-il dit, il crée des ponts, des ponts entre l'Occident et l'Afrique, et dans le cas échéant entre Kinshasa et Brazzaville. Ainsi, parlant de la composition de l'art de Dossou, Laurent Petit a souligné que c'est un art engagé.

Les vingt-deux tableaux exposés sont mixtes et abordent plusieurs thèmes, en partant de la négociation sur l'environnement d'aujourd'hui,



Dossou Mukawa peignant un tableau séance tenante./DR

voire même de la transmission du savoir. Dossou Makawu est un artiste qui a une démarche optimiste. Il a souvent l'habitude de dire que c'est grâce à la science autant qu'à la culture et au dialogue que les hommes seront capables de se dépasser. C'est pourquoi, à travers ses tableaux, il convoque l'histoire et le présent en poussant les amoureux des œuvres d'art à une réflexion joyeuse et grave sur les enjeux brûlants, dans tous les sens du terme, des questions environnementales. Son style unique, sa maîtrise du

geste pictural, son talent de composition sont ses armes pacifiques pour secouer les modes de vie et valeurs des amoureux de l'art pictural.

En effet, Dossou Makawu met, dans ses dernières toiles, son talent au service de la protection de l'environnement. Ses compositions sont faites de fourches et de roues de vélo, de guidons, de selles, de pédales mais aussi de moteurs, de calendres automobiles, de cartes électroniques ou d'autres composants d'appareils électroménagers, ou encore d'objets issus d'un



Le peintre Dossou Mukawa aux côtés de Claudia Sassou N'Gusso venue soutenir ses œuvres d'art/DR

quotidien moderne. Tous ces objets deviennent partie intégrante d'une sorte de paysage réaliste dans lequel la nature peine à être présente mais n'est jamais absente. La thématique à laquelle Dossou invite les amoureux de l'art pictural ne saurait être plus pertinente à l'époque actuelle et questionne la responsabilité de l'homme face à son environnement. A la fois réaliste et imaginaire, son art pose des questions très actuelles sur le rapport de l'humain à l'écologie. Son coup de pinceau implacable pousse à prendre position et ses couleurs réveillent les amoureux des œuvres d'art de leur rêve de toute puissance.

L'artiste qui n'a pas voulu prononcer un discours a plutôt

peint un tableau séance tenante en un laps de temps. Il a été vivement ovationné par le public venu nombreux assister à ce vernissage. Né en 1980 à Kinshasa, en République démocratique du Congo où il vit et travaille, Dossou Makawu est détenteur du diplôme de graduat en art plastique, option peinture, obtenu à l'Académie des beaux-arts de Kinshasa. Il est également diplômé d'Etat en art plastique, option peinture.

Notons que ce vernissage a eu lieu grâce Alexandre Becher pour avoir permis sa tenue et Christian Sanga Pamba, agent de l'artiste peintre Dossou Mukawa, pour avoir facilité sa venue à Brazzaville, et à Laurent Petit, le parrain de l'événement.

Bruno Okokana